

## Les ministres passent, nos exigences demeurent

Pour cause de non-cumul des mandats, F. Rebsamen a dû quitter, contre sa volonté, le gouvernement et son poste de ministre « du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social », la mairie bourguignonne semblant plus importante pour lui que la réalisation du programme de baisse du chômage tant vanté par F. Hollande !

### **L'heure est au bilan après 16 mois de « présence ».**

Avec plus de 200 000 nouveaux chômeur-ses et le renforcement de leurs contrôles, une casse des institutions représentatives du personnel (CE, DP, CHSCT) et de la présence syndicale dans les entreprises, une réforme au rabais de la formation professionnelle, de l'apprentissage ou encore de la pénibilité, un bilan catastrophique de la négociation collective dans les branches, la hausse de la précarité... le ministre a appliqué avec zèle la politique gouvernementale au service du patronat.

Le comble de la provocation est atteint quand il continue à se pavaner en déclarant qu'il « est fier de son bilan » ou encore qu'il était « apprécié » par les organisations patronales et syndicales. Etre fier d'un bilan aussi catastrophique pour les salarié-es et le monde du travail relève de l'imposture... ou sonne comme un aveu de sa soumission au Medef. Dans tous les cas, notre Union syndicale ne le regrettera pas !

Pour Solidaires, ce n'est pas une question de « personnes », ni même de « compétences », mais bien d'orientation et de politique menée. Au lieu de s'attaquer au « coût du travail » pour une compétitivité fantasmée, le gouvernement doit s'attaquer au coût du capital en lançant de grandes réformes favorables aux salarié-es et aux chômeur-ses. Chacun-e doit pouvoir bénéficier du droit effectif à un emploi, à des conditions de travail et de salaires décents, et de droits démocratiques comme les libertés syndicales dans toutes les entreprises et administrations : c'est une question de choix et de volonté politique pour lesquels des millions de salarié-es se battent quotidiennement.

**Plus que jamais des mesures radicales s'imposent comme la réduction du temps de travail, la redistribution des richesses et la transition écologique de l'économie - l'échéance de la COP 21 renforçant l'importance de cette question !**

**Ce changement de politique ne viendra pas tout seul, par une subite prise de conscience du gouvernement.**

C'est à nous de l'imposer, par la mobilisation. Et cette mobilisation se construit au quotidien, dans nos services et nos entreprises, à partir des réalités vécues par nous et nos collègues. Ces derniers mois ont été marqués par de nombreuses luttes où les militant-es et organisations de Solidaires ont pris une place importante : AP-HP et l'ensemble du secteur médico-social, commerce, services financiers de La Poste, Otis, dans les transports urbains, etc. montrant que nous refusons de nous résigner.

Alors que certaines organisations syndicales refusent de construire et participer aux mobilisations qui remettent en cause frontalement la politique gouvernementale favorable aux patrons, aux banquiers et aux actionnaires, nous faisons le choix inverse. La journée de mobilisation interprofessionnelle du 8 octobre, appelée par la CGT, Solidaires et la FSU, sera le premier grand rendez-vous social de la rentrée, qui ne se déroulera pas dans les salons des ministères mais bien dans la rue.

Cette journée ne doit pas être une « journée sans lendemain » qui servirait juste à exprimer notre légitime colère mais être pensée et préparée comme une étape dans la reconstruction du rapport de force,

indispensable pour imposer une autre politique ! Que ce soit sur ces questions comme sur bien d'autres, telle celle menée actuellement à l'encontre des réfugié-es.

**Lire aussi :** Documents à télécharger > Les ministres passent, nos exigences demeurent

Adresse de cet article : <http://solidairesparis.org/les-ministres-passent-nos-exigences-demeurent>